Une participation active

Le Canada estime qu'il est de la plus haute priorité d'empêcher une course aux armements dans l'espace. Les chercheurs canadiens ont réalisé le premier document de travail d'importance portant sur les systèmes militaires spatiaux, stabilisants et déstabilisants. Ils ont également réalisé une étude très approfondie sur l'application du droit international à l'espace. En outre, le Canada a organisé un atelier de travail à Montréal en mai 1987, auquel ont participé des représentants de 35 pays, dans le but d'étudier les moyens de renforcer le régime de droit qui régit l'utilisation de l'espace.

Toutefois, aussi importants que soient les espoirs et les attentes concernant les négociations sur l'espace et sur le nucléaire, ils ne devraient pas détourner notre attention de la nécessité de réaliser d'autres progrès au niveau du contrôle des armements conventionnels. En effet, 80 p. 100 des dépenses totales affectées aux armements portent sur les armes conventionnelles. Le Canada est pleinement conscient du fait tragique que plus de 20 millions de gens sont morts au cours de conflits militaires « conventionnels » depuis 1945. C'est pourquoi il appuie avec vigueur les efforts qui sont faits sur le plan international pour en arriver à une diminution des armes conventionnelles.

Nouer des liens et maintenir le dialogue

Le Canada cherche à faire comprendre qu'une sécurité authentique est par nature multidimensionnelle et qu'elle se mesure en termes politiques, économiques, scientifiques et culturels. Par le truchement de missions commerciales, d'échanges culturels et de visites effectuées par des spécialistes et des particuliers de très nombreux pays, le Canada réaffirme son engagement en faveur d'une communauté mondiale au sein de laquelle tous ses membres pourront participer en tant que partenaires convaincus et responsables.

La création et le maintien d'un dialogue politique à tous les niveaux, permettant de nouer des relations sur des bases communes, a été un élément constant de la politique étrangère canadienne. Le Canada a favorisé ce genre de dialogue en participant aux organismes multilatéraux, tels que la Francophonie et le Commonwealth, où il a acquis une compréhension large des préoccupations régionales en matière de sécurité et des points de vue sur les questions du désarmement et du contrôle des armements. En tant que membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Canada est en faveur d'une défense collective reposant sur le niveau le plus faible possible d'armement, et il a encouragé l'OTAN à étendre son rôle à la coopération économique, scientifique, technique et culturelle entre ses membres.

De par sa situation géographique proche à la fois de l'Union soviétique et des États-Unis, le Canada s'intéresse tout particulièrement à la réduction des tensions est-ouest et joue un rôle dans ce sens. Au sein des forums multilatéraux et lors des discussions bilatérales, le Canada a encouragé l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est à participer plus activement et de façon plus constructive à la vie internationale.

D'autre part, les représentants du Canada n'hésitent pas à exposer leurs points de vue et à encourager régulièrement les superpuissances à poursuivre leurs efforts pour diminuer et limiter les armements. Par exemple, le Canada a exprimé sa vive satisfaction concernant les négociations actuelles qui visent, dans un premier temps, à améliorer les mesures de vérification du traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (TTBT) et du traité portant sur les explosions nucléaires réalisées à des fins pacifiques (PNET), afin que ces traités puissent être ratifiés.

Un engagement constant

Nous devons progresser dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement si nous voulons atteindre l'objectif plus vaste du renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Des événements récents montrent qu'il est possible de réaliser des progrès au niveau du désarmement. Le Canada se soucie beaucoup de voir signer l'accord sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Il espère aussi vivement que cet accord et les progrès accomplis en matière de réduction des arsenaux stratégiques nucléaires inciteront les parties en présence à poursuivre leurs efforts à l'avenir.

Le Premier ministre, M. Brian Mulroney, a souligné combien son gouvernement avait l'intention de s'engager à œuvrer efficacement au sein des forums multilatéraux pour réduire les tensions, résoudre les conflits et créer les conditions d'une paix durable. Il a déclaré : « Il ne peut y avoir aucune pause dans les efforts que nous déployons pour diminuer la menace de guerre. Quelles que soient les difficultés ou les frustrations, il faut poursuivre les négociations .... Il n'existe pas de domaine où l'exercice de la volonté politique soit plus important car de son dénouement dépend la vie de nos enfants et de l'humanité. »

L'Ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies, M. Stephen Lewis, présente au Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, le programme du Canada concernant l'Année internationale de la paix.